

Lyon : un rassemblement pour le droit inconditionnel au logement

Par Claire Chabal



Publié le 23/11/2017 à 18:04

Le collectif "Jamais sans toit" appelait à une mobilisation mercredi soir quai Augagneur afin de dénoncer la situation des 343 mineurs qui dorment actuellement à la rue dans la métropole lyonnaise.



© Claire Chabal

Lors du rassemblement organisé par le collectif "Jamais sans toit" le 22 novembre 2017.

"So... so... so... solidarité avec les sans-papiers !", "Des logements... pour tous... Et des papiers... pour tous !", scande une partie des quelque 200 manifestants réunis mercredi soir quai Augagneur, face à la préfecture du Rhône à Lyon, à l'appel du collectif "Jamais sans

toit". Une dizaine de policiers se tiennent aux abords du parc. Les militants se distribuent des bracelets lumineux représentant les enfants qui dorment à la rue.

L'organisation en a recensé 223 scolarisés dans l'agglomération lyonnaise, en plus des 120 mineurs isolés. Une situation inadmissible pour Violaine qui a tenu à venir ce soir avec ses trois filles qui fréquentent l'école lyonnaise Robert Doisneau. Dans la classe des deux plus jeunes, des enfants de 8 et 5 ans sont sans abris.

"L'intérêt supérieur de l'enfant doit dépasser les problèmes administratifs"

Les militants se succèdent au micro, devant une banderole où est inscrit "Jamais sans toit Grandclément". Ils évoquent les situations actuelles : [la mobilisation à l'école Robert Doisneau](#), celle concernant l'établissement scolaire Grandclément à Vaulx-en-Velin et [l'occupation depuis une semaine](#) d'un amphithéâtre de l'université Lyon II à Bron afin d'héberger les personnes étrangères expulsées de la plateforme de la Part-Dieu.

Allan Maria, membre du collectif "Jamais sans toit", qui a fait partie d'une délégation reçue à la préfecture à 17 h en présence de représentants de la Ville de Lyon, indique que le préfet délégué à l'égalité des chances s'est engagé à ne pas procéder à l'évacuation des squats jusqu'au 31 mars, fin de la trêve hivernale. *"Concernant les mineurs isolés, ils ont annoncé que la Métropole devait s'engager à en parler dans les prochains jours, poursuit-il. La Ville de Lyon a quant à elle tenu à être présente pour assurer à nouveau que les occupations des écoles n'étaient pas une solution et qu'ils mettraient tout en œuvre pour les empêcher. Nous avons rappelé qu'il existait de nombreux bâtiments vides et que l'intérêt supérieur de l'enfant devait dépasser les problèmes administratifs."*

Un dispositif d'accueil étoffé ?

La Préfecture a affirmé de son côté dans un communiqué que *"54 ménages soit 206 personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, sont hébergés à ce jour dans le cadre du dispositif d'hébergement hivernal"* : *"Dès le 1er novembre, à la suite à la signalisation de divers partenaires (Samu, 115, MVS, services sociaux des collectivités locales) 11 ménages ont bénéficié d'un hébergement. Le 15 novembre ce sont 16 ménages qui ont intégré le dispositif ; le 20 novembre, 3 ménages ont été hébergés. Enfin ce 21 novembre, 5 ménages ont pu rejoindre des places d'hébergement. En complément, 19 ménages ont bénéficié d'un hébergement dédié dans un bâtiment appartenant à l'État à Bron. Ce dispositif d'accueil sera étoffé en décembre dans le cadre du plan hivernal."*

Devant la foule rassemblée quai Augagneur, Éliote, qui dort dans une caravane prêtée temporairement, souhaite s'exprimer *"au nom de tous les sans-papiers. Nous sommes vraiment contents que cela bouge et que tout le monde soit avec nous puisque quand on nous parle d'intégration, comme je le dis souvent, ce n'est pas en étant seul, mais en étant évidemment avec tout le monde que nous allons nous intégrer"*.

"C'est écœurant"

L'ambiance est animée entre la distribution de soupe, les chants et les morceaux de fanfare. Certains militants décident de rejoindre l'école Robert Doisneau. Une centaine de personnes se rassemblent devant l'établissement pour tenter de faire dormir à nouveau dans l'école deux familles sans solution d'hébergement. Mais toutes les entrées sont gardées par une vingtaine

de policiers municipaux et nationaux et deux agents de sécurité. *"C'est vraiment déplorable que l'argent soit dépensé de cette manière plutôt que pour loger les enfants, dénonce Mathieu, membre du comité de soutien de l'école Robert Doisneau aux familles en difficulté. Et cela signifie le retour à la rue pour leurs familles et eux ce soir. C'est très triste, car cela s'est très bien passé mardi soir. C'est écœurant."*

Nathalie Perrin-Gilbert, maire du 1er arrondissement, trois de ses adjoints Fatima Berrached, Jean-Pierre Bouchard, Elliott Aubin, et le conseiller métropolitain André Gachet, sont également présents, afin de discuter avec les militants. *"La protection de l'enfance est un droit qui doit s'imposer à tous, insiste Nathalie Perrin-Gilbert. L'État ouvre aujourd'hui des places dans le cadre du plan froid, mais au compte-gouttes, cela coince donc forcément par rapport aux besoins. Nous demandons que la Préfecture, la Métropole et la Ville trouvent des solutions, soit par des nuitées d'hôtels, soit par la réquisition d'immeubles vacants qui appartiennent à la collectivité et qui seraient ensuite gérés par des associations."* Mathieu assure ce jeudi qu'il reste quatre familles rattachées à l'école Robert Doisneau sans solution sur les six concernées au départ : une des deux familles logées l'est pour la durée du plan froid et l'autre dort à l'hôtel pendant une semaine.